

Bulletin d'histoire politique

Jean-Marc Pottle et Jean-Pierre Couture, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*, Montréal, Québec Amérique, collection « Débats », 2012, 171 p.

Xavier Gélinas



Volume 22, numéro 1, automne 2013

L'incendie du parlement à Montréal : un événement occulté

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018840ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018840ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gélinas, X. (2013). Compte rendu de [Jean-Marc Pottle et Jean-Pierre Couture, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*, Montréal, Québec Amérique, collection « Débats », 2012, 171 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 22(1), 273–276. <https://doi.org/10.7202/1018840ar>

Jean-Marc Piotte et Jean-Pierre Couture,
*Les nouveaux visages du nationalisme conservateur
au Québec*, Montréal, Québec Amérique, collection
« Débats », 2012, 171 p.

XAVIER GÉLINAS
Musée canadien des civilisations

Cet essai des professeurs Jean-Marc Piotte et Jean-Pierre Couture, de l'UQAM et de l'Université d'Ottawa respectivement, présente et critique les idées des « nouveaux visages » qui, depuis quelques années, en histoire, en science politique et en sociologie, professent des idées assimilées au nationalisme conservateur. Le livre se signale d'abord par sa photo de couverture insolite : sur un ciel gris et venteux flotte un fleurdelisé délavé, en lambeaux et, *horresco referens*, penchant dangereusement à gauche. Faut-il en déduire que ce drapeau institué en 1948, en pleine Grande noirceur, par le conservateur par excellence qu'était Maurice Duplessis, reprenant les fleurs de lys royales et une croix blanche chrétienne, subit les assauts des intellectuels étudiés et qu'il doit être défendu ? Étrange signature visuelle pour une analyse décevante.

Après avoir exposé leur problématique et expliqué en quoi, malgré des nuances qui sont admises, il existe bel et bien une vague du « nationalisme conservateur » au Québec, les auteurs consacrent des chapitres successifs à six intellectuels : Joseph-Yvon Thériault, du département de sociologie de l'UQAM, anciennement d'Ottawa ; Jacques Beauchemin, collègue de Thériault ; Éric Bédard, professeur à la Télé-Université ; Marc Chevrier, du département de science politique de l'UQAM ; Gilles Labelle, de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa ; et Stéphane Kelly, du Cégep de Saint-Jérôme. Un dernier chapitre répertorie les revues d'idées, les organisations et les médias où s'expriment ces « nouveaux visages », et présente brièvement d'autres chercheurs s'inscrivant dans leur mouvance (dont le soussigné).

Piotte et Couture estiment que ce courant d'idées est en ascension depuis la défaite référendaire de 1995 et la crise des accommodements

raisonnables de la décennie 2000. À leur avis, devant les défis qu'entraînent les doutes identitaires ou constitutionnels du Québec et sa diversification ethnique croissante, les « nationalistes conservateurs » ont réagi, non par l'ouverture et l'inclusion, à l'instar des Gérard Bouchard ou Jocelyn Maclure (ou d'un André Boisclair en politique), mais plutôt par le repli social et intellectuel sur le Canada français d'antan et sur des valeurs jugées rétrogrades.

La liste de ce qui est reproché aux « nationalistes conservateurs » a le mérite de la clarté : « le passéisme, la critique conservatrice de la modernité, l'épistémologie idéaliste, l'oubli ou le rejet de l'apport des sciences sociales et l'euphémisation de leur conservatisme » (p. 12).

Plusieurs de ces traits apparaissent avérés et seraient, sinon revendiqués, du moins admis par les « nouveaux visages » en question. À condition, bien sûr, qu'on ne réduise pas leur credo à ces aspects-là. Effectivement, ils n'adhèrent ni au culte des lendemains qui chantent, ni au dénigrement du passé. Ils critiquent certains éléments de la modernité et ils ne s'interdisent pas, pour ce faire, de recourir à d'autres éléments qu'ils estiment injustement enfouis ou piétinés par les contemporains. Ils n'acceptent pas non plus comme parole d'Évangile les théories multiples qui ont fleuri dans les sciences sociales depuis quelques décennies. Et c'est un fait que certains « nationalistes conservateurs » ne se réclament pas à cor et à cri de cette étiquette (mais ne serait-ce pas aussi parce que plusieurs d'entre eux ne se jugent pas, en leur for intérieur, et abstraction faite du discrédit qui colore souvent ces termes, appartenir au « nationalisme conservateur » ?). Tout dépend évidemment des définitions des concepts ou reproches énoncés par les professeurs Piotte et Couture. S'ils sont pathologisés, si une tendance ou une inflexion est vue comme une adoption dogmatique et maximaliste, alors, et à bon droit, autant les intellectuels visés que les observateurs extérieurs devraient les répudier. Si une attitude semble très claire chez ces « nationalistes conservateurs », c'est justement le rejet des catégories cloisonnées, de ce crois-ou-meurs doctrinal de tant d'esprits de gauche des années 1960 et 1970, qu'ils ne critiquent pas autant pour les imiter ensuite de l'autre côté du miroir des idées.

La conclusion de Jean-Marc Piotte et Jean-Pierre Couture, qui couronne et synthétise leur critique, résiste mal à l'examen. Ces « nouveaux visages », à les croire, « se distinguent radicalement des néonationalistes progressistes qui ont marqué et dominé le mouvement souverainiste québécois depuis 1960 » et ils plaident « en faveur d'un enracinement dans le vieux nationalisme canadien-français » (p. iv de couverture). Il faudrait préciser de qui il est question par « néonationalistes progressistes ». Assurément, les héros étrangers des années 1960, chez les intellectuels étudiés ici, ne sont ni Hô Chi Minh, ni Malcolm X, ni Che Guevara, pas plus que Daniel Cohn-Bendit ou Herbert Marcuse. Mais ils ne s'entichent pas da-

vantage de George Wallace, de Mgr. Lefebvre ou du général Pinochet... Si, pour les modèles québécois, les auteurs de cet essai font référence à la revue *Parti pris* (dont Jean-Marc Pottie fut un fondateur), à Pierre Vallières, à la revue *Mainmise*, aux rédacteurs de *L'État, rouage de notre exploitation* (FTQ), de *Ne comptons que sur nos propres moyens* (CSN) ou de *L'école au service de la classe dominante* (CEQ), alors il est juste de parler de distinction « radicale ». Mais si les « néonationalistes progressistes » comprennent, par exemple, les René Lévesque, Jacques Parizeau ou Fernand Dumont, qui ne furent, à ce qu'on sache, ni des antinationalistes, ni des clérico-nationalistes désincarnés, ni des capitalistes obtus, alors les différences entre ces figures des années 1960 et 1970 et les « nationalistes conservateurs » d'aujourd'hui tiennent des nuances, des précisions, des critiques sur des points précis, d'ajouts divers, non d'une rupture radicale.

Une précision comparable s'imposerait pour la notion du plaidoyer en faveur du « vieux nationalisme canadien-français ». Constaté des excès, des dérives, des détournements depuis l'époque de la Révolution tranquille n'équivaut pas à vouloir tout gommer pour revenir au *statu quo ante*. Chez les « nationalistes conservateurs » d'aujourd'hui, personne, hormis Joseph-Yvon Thériault, ne s'intéresse aux francophones de la diaspora, un thème clé du nationalisme pré-1960. Presque tous sont souverainistes, alors que cette option était marginale jadis. Presque personne ne parle de la religion catholique comme d'une foi pratiquée. On en fait soit une affaire privée, soit une réalité historique de la majorité francophone, composante du patrimoine national et digne d'être défendue, sans que l'adhésion personnelle ne soit en jeu, adhésion qui ne semble pas le fait de la majorité d'entre eux. Ils ne communient pas non plus à l'autel de l'anti-étatisme ou de l'antisindicalisme primaires, même si certains estiment que le recours au tout-à-l'État a atteint ses limites et que les syndicats, comme toutes les organisations en ce bas monde, ne sont pas toujours angéliques dans leurs méthodes et leurs positions. Ils ne réduisent pas « la nation » aux descendants des pionniers arrivés sous Jean Talon et de foi catholique romaine, même si dans leur esprit les nouveaux arrivants doivent s'intégrer à la référence franco-québécoise au-delà de la stricte adoption du français comme langue d'usage public. Nulle trace de ruralisme, enfin, sous la plume des « nationalistes conservateurs » actuels qui sont très urbains dans leur mentalité. On en conviendra, cela fait un grand nombre de ruptures, peut-être pas « radicales », mais bien nettes, avec le nationalisme pré-1960, et un proche voisinage, en revanche, avec un certain néonationalisme progressiste des années 1960, si l'on prend Lévesque comme figure emblématique et *Option Québec* comme bréviaire de cette pensée.

Il ne faudrait pas cependant répondre à une exagération par une autre, et nier tout désir de *Recours aux sources* chez les « nationalistes

conservateurs». Il y a chez eux une sérénité décomplexée, une gratitude, une redécouverte de plusieurs facettes des idées et des mœurs canadiennes-françaises d'avant 1960. Il s'agit de renouer le fil avec des valeurs de communauté, d'«enracinement» (le mot de Piotte et Couture est approprié ici), de fidélité, de discipline, de culture humaniste, de tradition dont on estime qu'elles manquent cruellement au Québec d'aujourd'hui. Mais cette sympathie, on l'a vu par les quelques exemples suggérés plus haut, s'exerce avec discernement, sans vilipender les authentiques acquis du dernier demi-siècle, bref, dans le but de retenir et réunir le meilleur de notre histoire, pré- et post-1960, comme ils la conçoivent. On est bien loin, sauf à verser dans la polémique, d'une injonction pour «Notre maître, le passé» (sous-titre du chapitre consacré à Bédard).

L'espace ne permet pas d'examiner en détail le traitement individuel accordé à chacun des six intellectuels. Tout n'est pas irrecevable dans cet examen serré. Des arguments factuels, historiques et méthodologiques cohérents sont avancés. La vaste culture politologique des auteurs est déployée; on sait que Piotte est l'auteur des *Grands penseurs du monde occidental* et que son cadet Couture est ferré en théorie politique. Certains coups sont légitimes ou, à tout le moins, recevables dans un match d'idées. Comme chez n'importe quel chercheur, on peut débusquer dans la prose de «nationalistes conservateurs» des *non sequitur*, du flou conceptuel, des contradictions apparentes. Il en est ainsi des positions évolutives de Jacques Beauchemin sur la Révolution tranquille, du paradoxe d'un Marc Chevrier, pourtant nationaliste affiché, puisant ses références dans le monde gréco-romain et la France de la III^e République, du caractère touffu de certaines analyses de Gilles Labelle, d'une «nouvelle sensibilité» qui devrait peut-être assumer son caractère d'idéologie, et ainsi de suite. Tout cela peut se discuter loyalement. Mais l'enquête pêche trop par dénigrement, manque trop de tolérance et d'écoute, pour s'avérer constructive. Quand les saillies, les piques, les insinuations, les épithètes cinglantes surgissant dans la discussion se muent en missiles, comme dans ce passage qui clôt le chapitre sur Beauchemin :

Il peut ainsi être utilisé, même s'il ne poursuit pas cet objectif, par tous ceux qui, en France, en Hongrie ou ailleurs, portés par un racisme culturel, rêvent d'expulser de leur nation les Arabes, les musulmans, les Noirs, les Romanichels... (p. 63)

... on ne peut que se remémorer l'adage de Talleyrand selon lequel tout ce qui est excessif est insignifiant. Les idées des «nationalistes conservateurs» appellent, certes, une étude et, au besoin, une réfutation, qui pourra être vigoureuse si on y tient, mais la diabolisation n'est pas une méthode très féconde.